



HAL
open science

Le Mexique, un siècle et demi avant l'Irak

Francis Choisel

► **To cite this version:**

Francis Choisel. Le Mexique, un siècle et demi avant l'Irak. Cahiers du Collège de l'Enseignement supérieur de l'Armée de Terre, 2007, 8, pp.43-47. hal-03303240

HAL Id: hal-03303240

<https://hal.science/hal-03303240>

Submitted on 28 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Mexique

un siècle et demi avant l'Irak

par le Lt-Col. (ORSEM) Francis Choisel
Docteur en Histoire

Les intentions louables ne font pas toujours une bonne politique. Et derrière les louables intentions, se trouvent souvent des arrière-pensées moins naïves, qui pour autant n'assurent pas forcément le succès. L'Histoire en témoigne autant que l'actualité : bien avant les Américains en Irak, les Français l'ont expérimenté au Mexique.

Sous le règne de Napoléon III, l'armée française y fut en effet engagée et, après six années de succès et de revers – parmi lesquels le célèbre fait d'arme de Camerone – elle reçut l'ordre d'abandonner la partie.

Une triple ambition : politique, économique et stratégique

Dans cette affaire, l'objectif premier de l'Empereur était de renverser Juarez, l'homme qui se trouvait à la tête du pays.

La raison en était toute simple : à peine parvenu au pouvoir en 1860, Benito Juarez avait annoncé que, les caisses étant vides, il suspendait le paiement des dettes de l'Etat, contrairement aux engagements pris par ses prédécesseurs auprès des gouvernements étrangers ; la diplomatie française se devait de défendre les droits de ses ressortissants, qui figuraient en nombre parmi les créanciers. En outre, la politique de Juarez, violemment anticléricale, s'en prenait aussi aux biens de l'Église mexicaine ; traditionnelle protectrice des intérêts catholiques dans le monde, la France, se sentait l'obligation d'agir. Enfin, l'anarchie régnant sur place, plusieurs Français avaient été assassinés ou spoliés ; il fallait rétablir la sécurité des résidents étrangers. Et il était de coutume au dix-neuvième siècle de faire parler le canon, outremer, pour obtenir satisfaction dans ce genre de situation.

Toutefois, cela justifiait une démonstration navale, un bombardement voire un débarquement de vive force pour faire pression sur le gouvernement local, pas qu'on s'engageât dans son renversement. Si tel était pourtant l'objectif de Napoléon III, c'est que son ambition était plus vaste que de redresser ces quelques torts. Des émigrés mexicains opposants de Juarez l'avaient sensibilisé à la situation politique peu enviable du Mexique : une instabilité chronique depuis l'indépendance obtenue en 1821, ou plus exactement une série de pronunciamientos qui donnaient naissance à d'éphémères gouvernements plus ou moins dictatoriaux, bref une guerre civile quasi-permanente. Napoléon III, toujours prêt à faire le bonheur des peuples qui demandaient son auguste appui, se mit ainsi en tête de doter le Mexique d'un régime enfin stable. Miramon, le rival de Juarez, le convainquit que ce devait être une monarchie, dont on confierait la couronne à un prince européen : étant étranger, il n'appartiendrait à au-

cune des factions en présence et serait ainsi à même de les réconcilier durablement. Tel était donc le but véritable de l'expédition, l'intention généreuse que nous évoquions au début de notre propos.

Mais l'Empereur voyait plus loin encore. Dès sa jeunesse, il s'était intéressé à l'Amérique centrale et aux perspectives qu'offrirait au commerce mondial le percement d'un canal reliant les océans Atlantique et Pacifique. Il avait prôné dans une brochure un tracé au Nicaragua, plus au sud ; mais pourquoi pas dans l'isthme de Tehuantepec, au Mexique ? De plus, le pays, s'il échappait enfin à l'anarchie, pouvait devenir prospère : ses mines d'or et d'argent avaient fait rêver plusieurs générations d'Européens depuis l'époque de Christophe Colomb ; et la France du Second Empire, en pleine révolution industrielle, bancaire, commerciale, était à la recherche de débouchés extérieurs pour ses produits, ses capitaux, ses entrepreneurs. Le deuxième volet du plan de Napoléon III était donc économique. Il s'agissait, dans un intérêt réciproque bien compris, de participer à la mise en valeur de ce pays neuf – « *la mano en la mano* », aurait dit le général de Gaulle.

Le dernier volet, tenu strictement secret, était géopolitique. Le Mexique, depuis de nombreuses années se trouvait confronté aux empiètements de son puissant voisin du nord ; à la suite d'une cuisante défaite, en 1847, il avait été amputé de la Californie, du Nevada, de l'Utah, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, soit plus du tiers de son territoire. En attendant le reste. Dans un but d'équilibre sur le continent américain, il convenait d'y mettre le holà en aidant à la constitution d'un contrepoids catholique et latin à la jeune et dynamique puissance anglo-saxonne et protestante qui ambitionnait de dominer l'ensemble des deux Amériques.

« *Nous avons intérêt à ce que la république des Etats-Unis soit puissante et prospère ; résumait Napoléon III en 1862, dans ses instructions au commandant en chef de l'expédition, mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique, domine de là les Antilles et l'Amérique du Sud, et soit la seule dispensatrice des produits du Nouveau Monde. Maîtresse du Mexique, et par conséquent de l'Amérique centrale et du passage entre les deux mers, il n'y aurait plus désormais d'autre puissance en Amérique que celle des Etats-Unis. Si au contraire le Mexique conquiert son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue par les armes de la France, nous aurons posé une digue infranchissable aux empiètements des Etats-Unis, nous aurons maintenu l'indépendance de nos colonies des Antilles ; nous aurons étendu notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique, et cette influence rayonnera au nord comme au midi, créera des débouchés immenses à notre commerce et procurera les matières indispensables à notre industrie .* »

La préparation diplomatique de l'intervention

Pour ce faire, l'Empereur des Français comptait sur l'appui de la communauté internationale.

Il intéressa l'Autriche, qu'il souhaitait aussi amadouer pour d'autres raisons, en offrant le trône du futur empire du Mexique à l'archiduc Maximilien, frère de l'Empereur François-Joseph. Celui-ci, d'abord peu enclin à s'engager dans une telle aventure, finit par accepter. Le gouvernement français s'adressa par ailleurs à la Grande-Bretagne et à l'Espagne qui détenaient, elles aussi, des créances impayées et voulaient les recouvrer ; cette dernière, souhaitant en outre comme ancienne métropole reprendre

piéd sur place, aurait même été prête à intervenir seule. Une expédition commune fut donc décidée sans trop de difficulté pour réclamer le paiement de la dette mexicaine et le respect des biens étrangers. Au début de 1862, un corps expéditionnaire était à pied d'œuvre à Vera Cruz, composé de 6 000 Espagnols, 2 500 Français et 750 Anglais.

Aussitôt, le gouvernement mexicain ordonna le repli de ses troupes sans combat et accepta de négocier un échancier de règlement de sa dette. Ce fut l'objet de la convention de la Soledad, signée le 19 février par les représentants des trois puissances.

Mais Napoléon III refusa de la ratifier parce qu'elle reconnaissait le gouvernement de Juarez et l'empêchait en conséquence de mener à bien son projet de régénération du Mexique. L'Angleterre et l'Espagne, voyant cela, se retirèrent de l'expédition. La première avait obtenu ce qu'elle demandait ; la seconde adhérait à l'idée d'une monarchie mexicaine mais souhaitait y placer un prince espagnol. Ni l'une ni l'autre ne voulaient suivre l'Empereur sur le chemin où il espérait les entraîner. Les Français continuèrent donc seuls, et désormais libres de donner à l'expédition son vrai visage.

La victoire

Les opérations sérieuses commencèrent alors. Porté à un effectif de 6 000 hommes et commandé par le général Lorencez, notre corps expéditionnaire s'engagea en mai en direction de la capitale. Sur le chemin, Puebla, défendue par 12 000 Mexicains, opposa une résistance imprévue et repoussa les Français. Lorencez, sanctionné, fut remplacé ; de nouveaux renforts furent envoyés. L'armée, désormais sous les ordres de Forey et forte de 30 000 hommes à partir de septembre, reprit l'offensive en mars. Puebla, après 71 jours de siège, tomba le 19 mai 1863, un an après la première attaque. La route de capitale était ouverte : l'armée française y fit son entrée victorieuse, bien accueillie par la population. Quelques années après avoir flotté sur Sébastopol, sur Milan, sur Pékin, le drapeau français était hissé à Mexico.

Les instructions reçues par le général Forey, déjà citées, comportaient la consigne suivante : « *Parvenu à Mexico, il est à désirer que le général Almonte [partisan de Miramon qui accompagnait l'expédition française] et les personnes notables de toute nuance qui auraient embrassé notre cause, convoquent, suivant les lois mexicaines, une assemblée qui décidera de la forme du gouvernement et des destinées du Mexique. [...] Le but à atteindre n'est pas d'imposer aux Mexicains une forme de gouvernement qui leur serait antipathique mais de les seconder dans leurs efforts pour établir, selon leur volonté, un gouvernement qui ait des chances de stabilité et puisse garantir à la France le redressement des griefs dont elle a à se plaindre.* » Napoléon III pensait qu'il suffirait de leur conseiller la monarchie et de leur suggérer le choix de l'archiduc Maximilien comme souverain, sans qu'il soit nécessaire de le leur imposer. Au Mexique comme ailleurs, il restait profondément attaché à la souveraineté du peuple et au droit de chaque pays à disposer de lui-même.

Hélas, les choses ne se passèrent pas comme prévu. D'abord, le parti monarchiste était beaucoup moins influent que les émigrés mexicains ne l'avaient fait croire au gouvernement français. Et surtout, Juarez, qui avait fui Mexico, dirigea une féroce guérilla contre nos troupes. De telle sorte qu'il était absolument impossible de procéder à l'élection d'une assemblée constituante capable de fonder solidement un nouveau régime.

On dut se contenter d'un conseil de notables nommé par l'autorité militaire française

et d'un simulacre de consultation de la population dans les zones contrôlées par nos troupes. Celui-ci établit comme prévu une monarchie et confia docilement la couronne à Maximilien. Mais la solution politique était viciée à la base : malgré les bonnes intentions, le nouveau régime ne disposait d'aucune légitimité autre que celle liée à l'occupant. Napoléon III se retrouvait dans la même situation que son oncle en Espagne.

Le retrait

L'expédition, commandée à partir d'octobre 1863 par Bazaine, prit la tournure d'une guerre coloniale. Les Français réussirent à s'installer sur la côte du Pacifique en juin 1864 mais ils ne dominèrent jamais plus des deux tiers du territoire. Encore ne contrôlaient-ils le plus souvent que les villes et les voies de communication, les campagnes restant aux mains des guérilleros. Le climat auquel nous étions peu préparé, les fièvres surtout, ajoutèrent les pertes de santé aux pertes militaires. De nombreux actes de cruauté furent commis de part et d'autre.

Pour nous seconder dans la pacification du pays, nous ne pûmes guère compter que sur 10 000 hommes de l'armée régulière mexicaine, peu efficaces. S'y ajoutèrent un contingent autrichien de 6 000 hommes, arrivé avec Maximilien, une légion de volontaires belges (Charlotte, l'épouse de l'archiduc était la fille du roi des Belges) et même un bataillon égyptien, le pacha ayant fait ce geste par amitié pour l'Empereur des Français.

À Paris, l'opposition se saisit de l'affaire. Dès 1862, le député républicain Jules Favre avait évoqué à la tribune le rôle trouble du banquier suisse Jecker dans le déclenchement de l'opération : celui-ci, détenteur de créances mexicaines très contestables, avait intéressé financièrement le duc de Morny, président du Corps législatif et demi-frère de l'Empereur, à leur recouvrement. Thiers, en 1864, prononça à son tour deux discours retentissants. L'opinion française ainsi alertée et prévenue, comprenait mal cette aventure, qu'elle croyait engagée uniquement au profit d'un banquier suisse et d'un archiduc autrichien, aventure qui, en s'éternisant, finissait par coûter plus cher que la dette dont on était allé réclamer le paiement. Car on ne pouvait en expliquer ouvertement les mobiles géopolitiques, les Etats-Unis ne les devinant que trop.

Ceux-ci, hostiles dès le départ à cette ingérence européenne dans les affaires du continent, contraire à la doctrine de Monroe, n'avaient rien pu faire de concret à son encontre, car ils étaient en pleine guerre de Sécession. Sans elle d'ailleurs, Napoléon III n'aurait probablement pas pris le risque de l'intervention. Celle-ci s'étant terminée au début de 1865, le gouvernement américain, qui s'était contenté jusque là de simples protestations diplomatiques, devint plus menaçant à l'automne.

Il était temps d'arrêter les frais, d'autant plus que Maximilien se révélait un piètre souverain, écartelé entre des partis extrêmes, incapable de faire face à cette situation compliquée, que les responsables français de l'expédition ne s'entendaient pas, agissant de manière contradictoire et donc désordonnée, et que l'insurrection mexicaine s'étendait. Bazaine commença par resserrer son dispositif, laissant à l'armée mexicaine le soin de remplacer nos troupes dans les régions qu'il abandonnait. Puis, la situation empirant, la décision du retrait total fut prise dans le courant de l'année 1866.

Mais il était délicat de laisser ainsi l'archiduc Maximilien, devenu empereur du Mexique, seul face à une insurrection presque triomphante. Pour le convaincre de ve-

nir prendre possession de sa couronne dans ces circonstances difficiles, il avait fallu lui promettre en avril 1864, par une convention diplomatique en bonne et due forme, signée au château de Miramar, d'assurer sa sécurité par le maintien de 20 000 hommes jusqu'en 1867 et de la Légion étrangère pendant six ans au-delà. On engagea donc des négociations pour un nouvel accord. Maximilien, à qui Napoléon III conseillait d'abdiquer et qu'on promettait de rapatrier, s'entêta. On passa outre : l'intérêt national primait sur la parole donnée.

Le 10 janvier 1867, Bazaine reçut l'ordre de rembarquer sans tarder. Il ne le fit pas de gaîté de cœur (à 54 ans, il avait épousé une Mexicaine de 18 ans...) mais avec efficacité : les 30 000 hommes, leurs armes et leurs munitions, qui en imposaient encore, ne furent pas inquiétés. Ce ne fut pas la retraite de Russie.

Le 11 mars, tout était terminé, sans dommage. Mais six mille hommes avaient péri depuis le débarquement, et 336 millions été dépensés. L'autorité de l'Empereur à l'intérieur, le prestige de la France à l'extérieur et la réputation d'invincibilité de l'armée française, héritée de Napoléon, étaient gravement et durablement atteints. Maximilien, quant à lui, ne put résister seul bien longtemps : cerné, vaincu, prisonnier, il dut abdiquer et, condamné à mort le 13 juin, il fut exécuté six jours plus tard.

*

Devoir de réserve oblige, on a laissé le lecteur faire lui-même le parallèle, tout au long de ce récit, avec l'Irak d'aujourd'hui et, pourquoi pas, avec sa propre expérience d'autres engagements extérieurs. Les convergences sont d'ailleurs si évidentes pour de bons connaisseurs de l'actualité internationale, qu'il n'était pas nécessaire d'y insister lourdement.

Quant aux enseignements qu'on peut en tirer, comme officier et comme citoyen, on s'abstiendra pour la même raison de les énoncer explicitement. Chacun probablement aura les siens.

F.C.